

L'Europe des Neuf menacée de l'intérieur

par Philip Windsor

Lorsque la Grande-Bretagne a finalement adhéré à la Communauté économique européenne au début de 1973, les nombreux problèmes relatifs à la «création» de l'Europe semblaient bien en passe d'être résolus. La Grande-Bretagne n'était-elle pas la pierre de touche de la volonté et des intentions européennes depuis que le général de Gaulle avait opposé son veto à sa demande d'adhésion il y a quelque dix ans? L'entente franco-britannique sur les conditions d'élargissement, l'acquiescement des autres membres et l'acceptation générale du fait qu'il serait plus difficile d'aboutir à un accord ou à une décision au sein d'une communauté élargie, témoignent, semble-t-il, d'une volonté politique manifeste.

L'agrandissement de la CEE consacrait du même coup l'accession de l'Europe au rang de superpuissance économique. La Communauté compte maintenant pour 23% du PNB mondial et est responsable de plus de la moitié du commerce étranger de toute la planète. Mais son champ d'activité ne se limite pas à l'économie, l'Europe ayant déjà exercé une influence politique très considérable à travers le bassin méditerranéen et sur la plus grande partie de l'Afrique. Pris globalement, les accords d'association signés ou négociés entre les membres de la Communauté et les autres États attestent la vitalité grandissante et l'engagement croissant de l'Europe dans les affaires internationales. D'ailleurs, M. Kissinger lui-même, à l'époque où il se faisait encore le champion de la théorie, qui lui était chère, d'un monde dirigé par cinq centres de puissance, ne tenait-il pas l'Europe occidentale pour l'un de ceux-là?

Réalité concrète

Outre que cette conception reflétait l'opinion personnelle de M. Kissinger en faveur d'un futur «pentagone» mondial, elle traduisait également une réalité concrète. Les devises européennes du moment étaient fortes et le dollar américain faible. Il n'était pas rare de voir les représentants du Trésor américain débarquer à Bruxelles

et, chapeau bas, demander aux Européens de faire preuve de plus de compréhension devant les difficultés financières, commerciales et économiques provoquées par la guerre du Vietnam. (Règle générale, les Français refusaient, les Allemands acceptaient.) En d'autres mots, l'Europe semblait avoir obtenu une voix décisive dans les relations entre les pays occidentaux.

Mais son dessein semblait aussi viser les rapports entre l'Est et l'Ouest. Le comité Davignon — dans les faits, les ministres des affaires étrangères réunis en session ordinaire — devait fournir un cadre à l'ouverture vers l'Union soviétique et les États d'Europe de l'Est. N'était-ce pas, après tout, une région qui touchait l'Europe de très près? En outre, aux termes d'un nouveau règlement entré en vigueur au début de 1973, la Commission passe désormais au crible tous les accords commerciaux conclus entre les pays des Neuf et les gouvernements étrangers. En fait, la politique commerciale était sur le point de devenir un instrument de politique étrangère.

Frustration

Dans tous ces domaines, l'Europe était au seuil du décollage. Pourtant, on dresse depuis lors un constat d'insatisfaction. Non pas que les initiatives des Neuf aient toutes avorté puisque dans certains domaines leurs réalisations sont remarquables. Mais on ne peut guère affirmer l'existence d'une «entité» européenne.

Deux ou trois ans plus tard, se souvient-on encore des propos sur l'«identité européenne»? Ce rêve est-il disparu avec Pompidou? «Il faut faire l'Europe», tel

Maître de conférences en affaires internationales à la London School of Economics, le professeur Windsor est spécialisé dans les affaires européennes. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les questions stratégiques et de politique étrangère et collabore aux émissions d'affaires publiques de la B.B.C. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.